

Commission: Conseil des ministres de l'économie et des finances

Problématique: Vers un protectionnisme européen? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19.

Auteur: Espagne

L'Espagne est située en Europe du Sud entre la Mer Méditerranée et l'océan atlantique. L'Espagne a rejoint en janvier 1986 l'Union européenne 11 ans après la chute de Franco. L'Espagne a un régime de monarchie constitutionnelle et notre président du gouvernement est actuellement Pedro Sanchez depuis 2018. L'Espagne avec 45 millions d'habitants possède 10 pourcents des voix au conseil des ministres. Le gouvernement Sanchez fait parti d'une coalition dont font parti les socialistes et l'Unidad Podemos qui disposent 44,3% des sièges au congrès et 44,5% au sénat.

La pandémie de la COVID a révélé que de plus en plus de produits essentiels n'étaient plus fabriqués en Europe mais dans un ou deux pays comme la Chine avec les masques, les respirateurs ou encore les tests. La désindustrialisation en Europe commence à se faire ressentir et touche plus ou moins sévèrement les différents pays européens qui vont avec cette crise perdre de leur PIB. Ainsi l'Espagne avec une industrie qui représente encore 18% du PIB n'est pas dans une position aussi forte que l'Allemagne mais elle est dans une meilleure situation que la France ou l'Italie. L'Espagne a une balance commerciale excédentaire moins élevée que l'Allemagne mais plus élevée que la France. Le secteur touristique rapporte beaucoup financièrement à l'Espagne mais avec la crise sanitaire, il est devenu le secteur le plus impacté et a ainsi infligé des pertes économiques lourdes à l'Espagne comme à d'autres pays d'Europe. Pour protéger le marché européen plusieurs options sont possibles et parmi elles, celles de modifier les règles relatives aux marchés publics, la possible instauration d'une taxe carbone, la renégociation d'accords de libres échanges, l'augmentation de droit de douanes à l'égard de certains pays et la modification des règles de la concurrence. Ce débat sur le protectionnisme est aussi lié au débat sur l'autonomie stratégique. Si ce concept s'applique principalement à la capacité de l'Europe d'agir de manière autonome par rapport aux États Unis en matière de défenses, il comporte une dimension industrielle et technologique car une défense européenne autonome ne peut se concevoir sans une industrie et une technologie développées.

L'Espagne est intéressée par les accords de libres échanges et tout particulièrement avec le Mercosur. Le Mercosur est le regroupement de certains pays d'Amérique du Sud avec laquelle l'Espagne entretient des relations privilégiées. Le gouvernement est bien entendu intéressé par toutes les propositions de relances économiques et n'est pas hostile au concept de l'autonomie stratégique en fonction des mesures qui pourraient être envisagées.

L'Espagne est le deuxième bénéficiaire du plan de relance économique européen avec 77 milliards d'euros. Notre Premier ministre, Pedro Sanchez compte utiliser cette somme sous 6 ans en consacrant 37% des fonds à la transition numérique (l'installation de la 5G par exemple) et 33% à l'économie verte. Le reste sera consacré à l'éducation, à la science et à la santé (qui permettra de prévenir et d'être préparé aux potentiels crises sanitaires)

Le gouvernement Sanchez ne possède pas une majorité absolue au Cortes (parlement) et doit donc compter sur l'abstention ou les votes de parti qui n'appartiennent pas à sa coalition. Il est donc difficile au gouvernement de faire adopter son programme au parlement.